



LES RÉPUBLICAINS – VAL-DE-MARNE AUTREMENT



© A. BACHELLIER

RSA/Insertion : pour une politique départementale plus juste, plus efficace et responsable !

La hausse vertigineuse du chômage depuis 2012 provoquée par la politique économique désastreuse des gouvernements socialistes de François HOLLANDE, a contraint de nombreux départements à augmenter significativement les dépenses liées au Revenu de Solidarité Active (RSA) alors que, dans le même temps, leurs ressources financières sont en baisse.

Dans le Val-de-Marne, comme dans toute la France, l'inversion de la courbe du chômage promise par François HOLLANDE reste une illusion. Fin 2014, nous avons malheureusement franchi le seuil symbolique et inédit des 100 000 chômeurs. Depuis cette date, 6 000 demandeurs d'emploi de plus se sont ajoutés. **Les Val-de-Marnais subissent ainsi de plein fouet l'échec de la politique économique des socialistes avec une hausse du chômage de +26% en 4 ans.** Et le Président de la République ose déclarer que « la France va mieux »...

La précarité gagne du terrain et, logiquement, notre Département a accru ses dépenses sociales pour aider nos concitoyens. Les dépenses de RSA ont doublé en 7 ans. **Si cet effort financier est à l'évidence nécessaire, nous refusons d'apporter notre voix à la petite musique revendicatrice d'une Gauche départementale qui, fuyant ses propres responsabilités, se contente d'exiger de l'Etat la compensation des dépenses.**

La Gauche départementale instrumentalise les dépenses du RSA !

Les chiffres de la Caisse Nationale des Allocations Familiales (CNAF) le montrent : d'autres départements subissent bien plus que le Val-de-Marne l'augmentation du nombre d'allocataires du RSA depuis 2009 : **la hausse a été de +31,4% dans notre département contre +43,5% dans**

les Yvelines, +49,8% dans le Val d'Oise, +51,1% en Essonne et +54,6% en Seine-et-Marne !

Nous avons donc dénoncé en séance l'argument fallacieux de la Gauche départementale selon lequel les problèmes budgétaires du Département viendraient essentiellement de la hausse des dépenses sociales et de la baisse des dotations de l'Etat.

Si elle avait engagé un plan pluriannuel de réduction des dépenses de fonctionnement au cours des années passées, comme nous le réclamions et comme l'ont fait d'autres départements, **elle aurait sans doute pu aborder dans de meilleures conditions la hausse des dépenses sociales.** Les départements qui ont vraiment fait des efforts peuvent, eux, légitimement demander à l'Etat des mesures particulières de compensation.

Pour une politique départementale d'insertion plus responsable et plus juste !

Les négociations actuelles entre l'Etat et l'Assemblée des Départements de France (ADF) sur la question du financement du RSA ne s'y trompent d'ailleurs pas car elles envisagent que les Départements qui parviendront à améliorer l'insertion professionnelle des allocataires du RSA voient baisser le prélèvement sur leurs dotations de l'Etat.

Derrière ce garde-fou, il y a une démonstration éclatante : l'augmentation du nombre d'allocataires du RSA dans notre département n'est pas uniquement due à la crise économique, **c'est aussi un certain échec de la politique d'insertion de la Gauche départementale !** En 2014, le taux de retour à l'emploi des allocataires du RSA était de 22% quand ce taux atteint 40% dans d'autres départements !

Nous soutiendrons toujours la majorité des allocataires du RSA qui font le nécessaire pour participer activement aux démarches d'insertion professionnelle, ainsi que celles et ceux qui s'entraident dans des groupes citoyens. **Mais il y a aussi, hélas, une minorité qui délibérément ne respecte pas les règles élémentaires, comme se présenter aux rendez-vous destinés à identifier un parcours d'insertion, alors que le bénéficiaire est tenu, par la loi, « d'entreprendre les actions nécessaires à une meilleure insertion sociale ou professionnelle ».** En Val-de-Marne, si on ne répond pas à une convocation de ce type, il ne se passe rien ! On reçoit au pire un avertissement mais la convention entre le Département et la CAF du Val-de-Marne ne prévoit aucune sanction. **C'est cela qu'il faut changer !**

La Gauche départementale a donc fait le choix de ne jamais sanctionner ces comportements alors que c'est une obligation légale. En appliquant des mesures de contrôle, un Département comparable au nôtre a pu redéployer 2 millions d'euros d'argent public pour le verser à ceux qui en ont vraiment besoin. **C'est cela une mesure de justice sociale et le Val-de-Marne doit s'en inspirer ! ■**

Olivier CAPITANIO, Jean-Daniel AMSLER, Karine BASTIER, Paul BAZIN, Fernand BERSON, Laurence COULON, Richard DELL'AGNOLA, Chantal DURAND, Hervé GICQUEL, Emmanuel GILLES de la LONDE, Pierre-Jean GRAVELLE, Patricia KORCHEF-LAMBERT, Françoise LECOUFLE, Jean-François LE HELLOCO, Deborah MÜNZER, Marie-France PARRAIN, Marie-Christine SÉGUI, Julien WEIL, Métin YAVUZ

Vous souhaitez réagir ?
Ecrivez-nous sur groupe-lesrepublicains-valdemarne-autrement@valdemarne.fr
www.valdemarne-autrement.fr